



**PRÉFET  
DE LA SARTHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Coordination  
des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial  
Bureau de l'environnement et de l'utilité  
publique**



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service interministériel  
d'animation des politiques  
publiques  
Pôle environnement et transition  
écologique**

# **PROJET**

**Arrêté inter-préfectoral n°DCPPAT 2022-\* du**

**SYNDICAT DE VALORISATION DES ORDURES MÉNAGÈRES - Loir et Sarthe  
(SYVALORM Loir et Sarthe)**

**Dérogation temporaire à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022 à l'obligation de collecte hebdomadaire des  
déchets ménagers résiduels sur le territoire de la commune de MONTOIRE-SUR-LE-LOIR**

Le Préfet de la Sarthe  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Le préfet de Loir-et-Cher  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 120-1 et L. 123-19-1 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2224-13, L. 5214-16, R. 2224-23, R. 2224-24, et R. 2224-29 ;

**VU** le code de la santé publique et notamment ses articles L. 1311-1 et L. 1311-2 ;

**VU** les articles 81 et 164 des règlements sanitaires départementaux de la Sarthe et de Loir-et-Cher ;

**VU** l'arrêté inter-préfectoral en date du 11 juin 2019 portant extension de périmètre de l'exercice de la compétence « collecte » du Syndicat Mixte de Réalisation et de Gestion pour l'Élimination des Ordures Ménagères du Secteur Est de la Sarthe (SMIRGEOMES), à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, et modification des statuts ; et portant dissolution du SITCOM de Montoire-sur-le-Loir – La Chartre-sur-le-loir à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;

**VU** la délibération n° 2021/06/12 en date du 18 juin 2021 du SYVALORM Loir et Sarthe concernant le renouvellement du marché de collecte des déchets ménagers au 1<sup>er</sup> octobre 2022 sur l'ensemble de son territoire tous les 15 jours ;

**VU** la demande de dérogation à l'obligation de collecte hebdomadaire des déchets ménagers résiduels à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022 sur la commune de MONTOIRE-SUR-LE-LOIR présentée par le SYVALORM au préfet de la Sarthe, reçu le 17 septembre 2021 ;

**VU** l'avis de la délégation territoriale de la Sarthe de l'agence régionale de santé des Pays de la Loire en date du \* ;

**VU** l'avis de la délégation territoriale de Loir et Cher de l'agence régionale de santé du Centre-Val de Loire en date du \* ;

**VU** la consultation du public organisée dans le cadre de l'instruction de la demande de dérogation du 6 avril 2022 au 26 avril 2022 ;

**VU** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Sarthe en date du\*\*;

**VU** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Loir et Cher en date du \*\*\* ;

**CONSIDÉRANT** que le SYVALORM Loir et Sarthe exerce, depuis sa création le 1<sup>er</sup> janvier 2020 suite à la fusion du SMIRGEOMES et du SITCOM de Montoire-sur-le-Loir-La-Chartre-sur-le-Loir, une mission de service public de gestion des déchets des ménages et des professionnels lorsque les déchets sont assimilés par leur nature à des déchets ménagers ;

**CONSIDÉRANT** que les marchés de collecte des déchets ménagers sur le périmètre de l'ex SMIRGEOMES et l'ex SITCOM prendront fin le 30 septembre 2022 ;

**CONSIDÉRANT** que le nouveau marché de collecte des déchets ménagers sur l'ensemble du périmètre du SYVALORM Loir et Sarthe, pour une collecte tous les 15 jours, prendra effet le 1<sup>er</sup> octobre 2022 ;

**CONSIDÉRANT** que les ordures ménagères résiduelles sont collectées au moins une fois par semaine en porte en porte sur le territoire de la commune de MONTOIRE-SUR-LE-LOIR en vertu des dispositions de l'article R. 2224-24 du code général des collectivités territoriales ;

**CONSIDÉRANT** que le préfet peut déroger à ce principe pour une période de 6 ans dans les conditions prévues à l'article R. 2224-29 du code général des collectivités territoriales ;

**CONSIDÉRANT** que le SYVALORM Loir et Sarthe a engagé, depuis 2004, une démarche de promotion du compostage, en participant à l'achat de composteurs pour les particuliers, et en les accompagnants dans la pratique du compostage afin de réduire la part de déchets fermentescibles dans les ordures ménagères résiduelles ;

**CONSIDÉRANT** que le SYVALORM Loir et Sarthe a mis en place de nombreuses mesures pour la préservation de la propreté et de la salubrité publique, dont la conteneurisation pour la collecte des ordures ménagères résiduelles, des collectes exceptionnelles, des points de dépôts ponctuels pour les résidents secondaires ;

**CONSIDÉRANT** que le territoire du SYVALORM Loir et Sarthe dispose d'un maillage très important de 20 déchetteries et de 653 points d'apports volontaires implantés sur toutes les communes du syndicat ;

**CONSIDÉRANT** que le SYVALORM Loir et Sarthe connaît une baisse constante des ordures ménagères résiduelles sur son périmètre, depuis plusieurs années, en tonnages collectés comme en ratio par habitant ;

**CONSIDÉRANT** que le SYVALORM s'engage à enregistrer et prendre en compte de manière attentive et individualisée toutes les réclamations des usagers ;

**CONSIDÉRANT** que la dérogation pour la commune de MONTOIRE-SUR-LE-LOIR permettra une harmonisation, une adaptation et une cohérence du service sur tout le périmètre du SYVALORM Loir et Sarthe ;

**SUR PROPOSITION** des secrétaires généraux de la préfecture de la Sarthe et de la préfecture de Loir-et-Cher ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 :**

LE SYNDICAT DE VALORISATION DES ORDURES MÉNAGÈRES LOIR ET SARTHE (SYVALORM Loir et Sarthe), dont le siège social est situé 11 rue Henri Maubert – 72 120 SAINT-CALAIS, est autorisé, à déroger à l'obligation de collecte hebdomadaire des déchets ménagers résiduels sur le territoire de la commune de MONTOIRE-SUR-LE-LOIR.

Cette autorisation est donnée pour une période de six (6) ans à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.

### **ARTICLE 2 :**

La collecte des ordures ménagères résiduelles se fera au moins une fois toutes les deux semaines à l'exception de la collecte des déchets des structures qui ont été identifiées comme gros producteurs ou très gros producteurs et pour lesquelles il est nécessaire de maintenir une collecte hebdomadaire voire bi hebdomadaire.

Ces structures sont notamment les établissements sanitaires, médico-sociaux ou sociaux, les pôles scolaires, les commerces alimentaires, les habitats collectifs et plus généralement les producteurs de déchets pouvant contenir des déchets fermentescibles dont la pratique utilisation du service a démontré la nécessité d'une collecte à une fréquence renforcée.

Le SYVALORM Loir et Sarthe est tenu de mettre à disposition des usagers les équipements nécessaires au stockage ou à la gestion des ordures ménagères résiduelles pouvant contenir des déchets fermentescibles dans de bonnes conditions : bacs de collectes étanches, fermés et de volumes adaptés, composteurs individuels , etc.

Le SYVALORM Loir et Sarthe mettra tout en œuvre pour apporter des solutions notamment en cas de manquement à la salubrité publique, de risques sanitaires, de nuisances olfactives ou de développement des rongeurs et d'organismes nuisibles.

En cas de signalement d'une situation dégradée (odeurs, écoulements, insectes, etc.) due à la fréquence des collectes tous les 15 jours, la commune de MONTOIRE-SUR-LE-LOIR devra revenir sur une collecte hebdomadaire.

Un bilan de fonctionnement sera dressé et transmis aux préfets compétents, par le SYVALORM Loir et Sarthe deux mois avant la fin de la période dérogatoire : flux d'ordures ménagères résiduelles collectées, les volumes moyens collectés, nombres de tournées de collecte, recensement des plaintes et solutions apportées, difficultés et anomalies constatées.

Le demandeur devra mettre en place un registre d'enregistrement :

- des réclamations des usagers et des suites qui leurs ont été données ;
- des rappels au règlement ;
- des constants de dépôts sauvages ou des situations de brûlages des déchets à l'air libre.

Ce registre sera tenu à disposition des agents des délégations de la Sarthe et du Loir et Cher des agences régionales de santé.

**ARTICLE 3 :**

La dérogation peut être suspendue ou retirée par arrêté inter-préfectoral, en cas de constat de nuisances importants et répétées menaçant l'ordre public, la salubrité ou la santé publique ou en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté.

En cas de signalement d'une situation dégradée (odeurs, écoulements, insectes, etc.) due à la fréquence des collectes tous les 15 jours, situation constatée par les services de l'État le SYVALORM Loir et Sarthe est tenu d'assurer à nouveau une collecte hebdomadaire, sur la commune de MONTOIRE-SUR-LE-LOIR, jusqu'à ce qu'il ait été mis fin aux dysfonctionnements, sources de nuisances.

Le préfet du Loir et Cher lève la suspension de la dérogation après avis de ces mêmes services.

**ARTICLE 4 :**

Une copie du présent arrêté est affichée au siège social du SYVALORM Loir et Sarthe et à la mairie de MONTOIRE-SUR-LE-LOIR pendant un délai minimum de deux mois.

**ARTICLE 5 :**

La présente décision est susceptible d'un recours contentieux devant les tribunaux administratifs de Nantes et d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de la réponse de l'administration si un recours gracieux préalable a été formé dans ce même délai.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**ARTICLE 6 :**

Les secrétaires généraux de la préfecture de la Sarthe et de Loir-et-Cher, les directeurs des Agences régionales de santé des pays de la Loire et du Centre-Val de Loire, le Président du SYVALORM et le maire de la commune de MONTOIRE-SUR-LE-LOIR, les commandants des groupements de gendarmerie de la Sarthe et de Loir-et-Cher, les officiers et agents de police judiciaire territorialement compétents sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la Sarthe et de Loir-et-Cher.

LE PRÉFET DE LOIR ET CHER

LE PRÉFET DE LA SARTHE